

GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Engager sans tarder une décentralisation réfléchie

La gestion administrative et financière des collectivités locales était au centre d'un colloque dont les travaux ont été ouverts, hier, mercredi, à l'amphithéâtre «Aïssa-Djabelkhir» de la Faculté de droit de l'Université Badji-Mokhtar de Annaba par le wali, Youcef Cherfa.

Un ancien ministre de la Justice, des représentants du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, du ministère de l'Intérieur tunisien, des enseignants chercheurs de Annaba, Alger, Tizi-Ouzou, Béjaïa, mais également de Sfax (Tunisie), de l'Ecole nationale d'administration (ENA), d'une experte des Nations unies pour le développement et des DRAG des wilayas participantes prenaient part à ce colloque de deux jours.

Le programme établi pour ce colloque, fait part de nombreux dysfonctionnements au sein des collectivités locales. Il aborde ainsi plusieurs axes dont, entre autres, «quel pouvoir pour la commune en Algérie ?», «la bonne gouvernance et la distribution des pouvoirs entre l'Etat et les collectivités locales», «la participation du mouvement associatif dans la gestion des affaires locales», «la trans-

parence et l'utilisation rationnelle des deniers publics», «la lutte contre la corruption», «la décentralisation et la démocratie». «Toutes les Constitutions du pays ont consacré la décentralisation, mais nous n'avons pas, à ce jour, une loi dans ce sens. La décentralisation est souvent abordée avec une logique centrale. Ce constat doit nous mener à une réflexion pour une décentralisation réfléchie à engager le plus tôt possible», soulignera l'un des participants.

Ce colloque permettra aux participants de faire des présentations, échanges et débats sur l'impératif d'une bonne gestion des collectivités locales. «La transparence, le contrôle et le suivi sont des exigences pour chaque état dont l'objectif est l'accès à la modernité», dira l'un des intervenants lors de la première journée.

Un autre mentionnera les griefs adressés aux acteurs locaux. Il citera à ce propos les lenteurs bureaucratiques, une insuffisance dans l'exécution des textes juridiques et organisationnels, la lourdeur du contrôle qui freine les initiatives des collectivités locales.

Le même intervenant évoquera longuement la décentralisation qui bat de l'aile. Il estime que des efforts doivent être entrepris pour permettre le transfert des prérogatives aux institutions décentralisées. Le manque de moyens financiers et leur utilisation anarchique, notamment en ces moments de crise financière du pays, l'absence de transparence et la corruption, des phénomènes qui seront débattus durant les deux jours du colloque.

La formation de l'élu local fait également l'objet de l'intérêt des participants.

A ce sujet, le wali de Annaba rappellera qu'un centre de formation régional ouvrira bientôt ses portes à Annaba pour la formation du personnel administratif, mais aussi pour les élus.

Les invités tunisiens ont évoqué, de leur côté, l'expérience de leur pays dans «l'autonomie financière des collectivités locales à la lumière de la Constitution de 2014» et «l'opérationnalisation du processus de décentralisation».

A. Bouacha

AÏN-TÉMOUCHENT

Plusieurs projets d'investissement annulés

En marge d'une réunion d'étude sur les 14 projets d'investissement dont des autorisations de réalisation, des lots de terrains attribués à leurs bénéficiaires entre 2011 et 2013 et qui n'ont jusque-là pas vu le jour, le chef de l'exécutif avec les directeurs des mines, de l'urbanisme, les biens de l'Etat, l'agence foncière, le POS et l'environnement ont été à l'écoute des propositions et éclaircissements concernant ces projets qui n'ont pas été lan-

cés jusqu'à l'heure actuelle, le conseil présidé par le chef de l'exécutif a décidé plusieurs recommandations.

Etant donné que quatre mises en demeure ont été adressées à 9 promoteurs entre 2013 et 2015 pour le motif de n'avoir pas entamé la concrétisation de ces projets lors de cette période, il a été décidé de les annuler définitivement. Trois autres projets dont les propriétaires, investisseurs demandent le désistement définitif et leur retrait du

domaine de l'investissement, ce qui a poussé le conseil à annuler ces deux projets.

En clôture de cette réunion d'étude des projets, le chef de l'exécutif a déclaré qu'il est toujours disposé à aider les investisseurs animés de bonne volonté pour la concrétisation réelle de leurs projets d'investissement.

S. B.

CHLEF

35 habitations précaires détruites

La première phase a touché la commune de Sendjas, située à 10 km au sud du chef-lieu. Sept maisons érigées illégalement dans le périmètre urbain et huit autres sur des terres agricoles au niveau du bourg de Sarboussair ont été démolies.

Toutes ces constructions ont été édifiées sur des terrains appartenant à l'Etat, sans permis de construire ni normes urbanistes.

La même opération a eu pour théâtre la commune de Ténès et a concerné 20 habitations de la cité de l'hôpital et celle des 743 logements LSP.

Les superficies récupérées ont servi d'assiettes à des projets d'utilité publique comme des écoles, des structures de santé et de sport.

Medjdoub Ali